

Jeudi 4 février 2021:

Grève et manifestation interprofessionnelle

Stop au démantèlement de la DGFIP !

Toulouse, le 28 janvier 2021



La pandémie se poursuit, le monde entier est à l'arrêt économiquement, de nombreux pays sombrent dans la misère sociale. En France, ce qui perdure de notre système issu des grandes conquêtes sociales de 1936-1945 permet de maintenir sous perfusion un certain nombre de domaines d'activité, à grand

renfort de milliards soudainement disponibles dans les caisses de l'État. Pour autant, ces milliards continuent à profiter principalement à la même frange déjà minoritaire de la population, au détriment des travailleurs et des précaires.

La Fonction publique reste une des cibles privilégiées du gouvernement, il n'y a pas de couvre-feu pour les contre-réformes, qui sabrent, mois après mois, le service public et le statut des agents qui l'assurent auprès des usagers.

Tous ces obstacles n'empêchent pas que, depuis de nombreuses semaines, les actions et mobilisations se multiplient dans plusieurs secteurs : santé, énergie, éducation nationale, manifestation nationale contre les licenciements, contre la loi de sécurité globale...

A la DRFiP 31 aussi, malgré la pandémie, des actions ont continué à être menées : **visites de services, rassemblement des 15 et 21 janvier, interpellation des élu-e-s, conférence de presse, interpellations du directeur par plusieurs services (SPF, CDIF, SIE, PCE ...)**

Nous invitons les collègues à poursuivre la mobilisation pour **refuser le massacre en cours des emplois, la déstructuration des services** (NRP, multiplication des plateformes, généralisation du télétravail et du travail à distance), les difficultés d'exercice des missions, la dégradation des conditions de travail.

Nous devons exprimer notre refus de destruction de notre administration, en insistant sur l'importance des missions exercées pour les usagers et collectivités.

Enfin, nous devons continuer à revendiquer **l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique**, véritable outil de remise en cause de nos droits et garanties et de notre statut et taillée sur mesure pour ces périodes de restructurations incessantes.

Au niveau du privé, sous couvert de Covid 19, **les plans de licenciement se multiplient :**



1900 emplois menacés chez Accord, 2300 chez Michelin, 1700 chez Sanofi, 1150 chez Akka à Toulouse et de nombreux autres dans des entreprises de toutes tailles. **L'OFCE table sur 800 000 chômeurs supplémentaires dans le pays d'ici à fin 2021.**

Dans le même temps, la **jeunesse est sacrifiée, subissant la fermeture des universités.** Les



centres commerciaux sont bondés et le gouvernement continue à refuser de rouvrir ces universités. **Les professions de la culture sont toujours confinées et des milliers de salariés et intermittents sont en péril.**

Chaque fois qu'un secteur se dresse contre les mesures gouvernementales, la répression est féroce. L'arsenal juridique contre les citoyens, les militants, s'étoffe rapidement : loi sécurité globale, décrets permettant le fichage des orientations

religieuses, politiques, syndicales, philosophiques...

Parce que seule l'action collective sera efficace, nous invitons les collègues de tous les services à se réunir et échanger sur la situation et les appelons vivement à s'inscrire dans la grève du 4 février, et nous rejoindre pour les rendez-vous suivants:

- à 12h00 à la Cité pour un rassemblement avec les salariés du site ;**
- à 13h15 : rendez-vous à la direction, rue des lois, pour interpeller le directeur sur nos revendications ;**
- à 14h00 : rendez-vous pour la manifestation interprofessionnelle à Arnaud Bernard.**

Ce n'est que tous ensemble, jeunes, salarié.e.s du public et du privé, retraité.e.s, que nous pourrons prétendre stopper la fuite en avant à la fois autoritaire et ultra-libérale de ce gouvernement.

**Tous et toutes en grève
et en manifestation**

Syndicat CGT Finances publiques – Section de Haute-Garonne

Centre des Finances publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse

<http://www.dgfip.cgt.fr/31/>

cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr